

Le budget—M. MacLaren

n'obtiennent après impôt qu'un taux de rendement réel négatif sur leur épargne, et ce, malgré des taux d'intérêt élevés.

Ainsi, le gouvernement a proposé des mesures fiscales pour que les chiffres ne soient plus aussi faussés par l'inflation. Ces mesures visent à une imposition plus juste du revenu tiré d'intérêts et de gains de capitaux provenant de certains placements faits par les particuliers. Au cours des trois prochains mois le comité des hommes d'affaires, des économistes et des experts financiers dont la création a été annoncée lundi, viendra renforcer les mesures destinées à stimuler davantage l'investissement. Elles comprennent notamment l'établissement d'un régime enregistré d'achat d'actions; il me semble qu'il s'agit d'une mesure innovatrice qui, tout en offrant un abri fiscal aux investisseurs, permettra de réaliser d'importants investissements productifs supplémentaires. Les entreprises qui ont constaté que leurs sources traditionnelles de capitaux s'étaient épuisées en raison de l'inflation et du niveau élevé des taux d'intérêt pourront investir ces fonds pour créer les nouvelles usines et installations dont nous avons tellement besoin pour améliorer notre productivité industrielle. Se réjouissant de la mesure annoncée par le ministre des Finances, le président de l'Association canadienne des courtiers en valeur mobilière a déclaré: «Il perçoit correctement les objectifs que nous devons nous efforcer d'atteindre au Canada: améliorer la productivité et raffermir la confiance des Canadiens».

• (1720)

Une seconde mesure importante destinée justement à améliorer la productivité et à raffermir la confiance du public consistera à créer une nouvelle forme de dépôt à terme en vertu de laquelle la partie de l'intérêt correspondant à l'inflation ne serait plus imposable. Avec pareil stimulant, les acheteurs de maisons nouvelles pourront contracter des emprunts hypothécaires à des taux d'intérêt inférieurs de 3 à 6 p. 100 aux taux du jour. Les agriculteurs, les pêcheurs et les chefs de petites entreprises pourront emprunter aux mêmes taux réduits pour faire de nouveaux investissements. Là encore, c'est une excellente occasion de canaliser les épargnes des Canadiens en vue d'accroître notre capacité de production et d'améliorer la productivité. Ces mesures, assorties de la réglementation des salaires, permettront au Canada de participer efficacement à la relance économique mondiale.

Comme beaucoup de gens ont exprimé le vœu que des consultations publiques sur les principales réformes fiscales aient lieu, le ministre a fait des propositions en ce sens dans son dernier livre vert. La décision de soumettre les propositions majeures dont je viens de parler à un comité de spécialistes, et d'inviter la population à faire part de son point de vue d'ici à la fin d'août, correspond parfaitement à la nouvelle méthode plus ouverte de préparation du budget. Les membres du comité verront clairement la nécessité d'agir rapidement, toutefois, comme c'est certainement le cas de tous les députés.

Après tout, les mesures destinées à accroître la productivité constituent le seul véritable remède à l'inflation. Cependant, elles n'auront du succès que si nous manifestons une volonté collective, un esprit d'unité et la détermination de juguler l'inflation. Je suis persuadé que les Canadiens ont cette volonté et cette détermination et que le nouveau budget nous ouvre la voie. Les programmes et les mesures supplémentaires que j'ai déjà exposés seront également nécessaires, mais grâce au nou-

veau budget, l'orientation que nous donnons au pays est désormais plus claire.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur l'Orateur, je suis triste aujourd'hui en pensant à mon pays. Notre situation économique est déplorable. Les entreprises périssent. Nous en avons eu la preuve au comité parlementaire des banques et des profits bancaires et nous connaissons désormais toute l'étendue de la récession ou de la dépression actuelle, appelez-la comme vous voulez.

Lorsqu'on songe à notre pays, on ne peut oublier que le gisement d'Hibernia, les sables bitumineux et les réserves connues d'huile lourde sont suffisamment importants pour nous alimenter pendant plus de 200 ans. Nous avons aussi du gaz, du charbon, de l'électricité, de l'uranium et toutes sortes de ressources énergétiques. Et pourtant, on ne peut exporter cette énergie, on ne peut l'exploiter à des fins d'exportation à cause d'une politique d'examen de l'investissement étranger et d'une politique extérieure promulguées par le Nouveau parti démocratique et certifiées par le gouvernement. Il nous est donc impossible d'exploiter les ressources et le potentiel de notre pays et de fournir par la même occasion des emplois aux Canadiens.

M. Waddell: Nous sommes contre le Programme énergétique national.

M. Blenkarn: Vous favorisez le processus d'examen de l'investissement étranger et vous voulez être sûrs que les gens n'aient pas d'emploi. Vous voulez garder les Canadiens en chômage.

M. Waddell: Balivernes.

M. Blenkarn: Vous êtes du même bord que nos vis-à-vis.

M. Waddell: Vous votez avec eux deux fois plus souvent que nous.

M. Blenkarn: Nous avons aujourd'hui une motion de défiance. Les députés à ma gauche présentent une modification de la motion que nous avons nous-mêmes présentée. Ils nous ont tendu un piège et voudraient que nous votions non pas contre, mais avec le gouvernement. Je tiens à dire à mon ami, le seul député de son parti présent à la Chambre, que nous entendons voter contre le gouvernement. Nous ne nous soucions guère de la motion farfelue que son parti présentera, car il est totalement en dehors du coup. Il ne représente rien pour les travailleurs canadiens. Il ne représente rien non plus pour l'ensemble de la population. Le jour va venir où ses membres ne seront plus qu'une poignée à la Chambre.

Comme je le disais, nous, Canadiens, avons plus de ressources, plus d'eau, plus de terres arables disponibles, plus de réserves de poissons et de bois d'œuvre, plus de minerais de tous genres et plus de gens instruits que n'importe quel autre pays du monde. Pourtant, nous sommes aux prises avec la pire dépression depuis les années 30. Elle est vraisemblablement aussi grave sinon plus grave encore.

Depuis 12 mois, notre produit intérieur brut a accusé une baisse de 5.1 p. 100. Le gouvernement se présente à la Chambre des communes avec un déficit budgétaire de 20 milliards de dollars. A l'heure qu'il est, le dollar ne vaut plus que 77c., ce qui nous ramène au rang de république bananière. Je voudrais savoir pourquoi l'inflation se situe à 11.8 p. 100. Pourquoi y a-t-il un million et quart de chômeurs? Pourquoi, au Canada, les taux d'intérêt sont-ils de 2 à 5 p. 100 plus